Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral de l'économie DFE
Secrétariat d'Etat à l'économie SECO
Communication

DOSSIER DE PRESSE 1

Date: 15.06.2012
Embargo: jusqu'au début de la conférence de presse

Bilan final de la politique de croissance 2008-2011

Le 15 juin 2012 le Conseil fédéral a pris connaissance du rapport final sur l'état d'avancement de sa politique de croissance 2008-2011. Il constate que seule une minorité des objectifs fixés en 2008 ont été atteints en décembre 2011. Dans le contexte d'un ralentissement marqué du taux de croissance de la productivité, le Conseil fédéral entend maintenir ses objectifs de réformes dans la présente législature.

A travers sa politique de croissance, le Conseil fédéral entend garantir la prospérité économique de la Suisse par des réformes structurelles. Le programme de croissance 2008-2011 prévoyait **21 mesures** sur la base de **six champs d'action** de la politique économique éprouvés depuis 2004:

1. renforcement de la concurrence sur le marché intérieur;
2. ouverture internationale;
3. optimisation des finances publiques;
4. maintien d'un taux de participation élevé;
5. développement du capital humain;
6. mise en place d'un cadre juridique favorable aux entreprises.

<u>Bilan de la politique de croissance 2008-2011</u>

A la fin 2011, huit mesures avaient **atteints leurs objectifs**:

- l'introduction du principe «Cassis-de-Dijon»;
- la poursuite de la politique agricole;
- l'examen des tâches de la Confédération;
- le programme de cyberadministration;

- le programme d'allègement administratif;
- la confirmation et l'extension de l'accord sur la libre circulation des personnes conclu avec l'UE (deux mesures);
- l'extension du réseau des accords de libre-échange.

Deux mesures ont pris un **retard substantiel**:

- la stratégie du Conseil fédéral en matière d'infrastructures;
- la mise en place de la loi fédérale sur les Hautes écoles.

Trois mesures ont dû être **repoussées** à la présente législature 2012-2015:

- La mise en place de conditions permettant de réaliser des essais de péage routier (*road pricing*), qui pourraient déboucher sur une tarification générale de la mobilité (*mobility pricing*);
- la nouvelle politique de formation continue, avec l'adoption d'une loi sur la formation permanente;
- la révision partielle du droit des poursuites et faillites qui n'est d'ailleurs qu'une première étape de la réforme totale envisagée.

Quatre mesures ont connu des **revers graves**:

- la révision de la loi fédérale sur les marchés publics;
- l'adaptation de la prévoyance vieillesse à l'évolution démographique;
- l'accord de libre-échange agricole;
- le déblocage des négociations de Doha;

Trois mesures ont été **dépouillées d'éléments économiques essentiels**:

1. la révision totale de la législation postale, où subsiste un monopole partiel;
2. la poursuite de la réforme des chemins de fer, où il n'est pas prévu de lancer systématiquement des appels d'offres pour le transport local de passagers par le rail;
3. la réforme de la TVA, où le taux unique ne devrait pas passer la rampe.

Certaines décisions prises par le Parlement ont contribué à ces revers. Les conséquences de cet affaiblissement de la volonté politique de réformer devraient se faire sentir déjà à moyen-terme, entre autres par un affaiblissement de la croissance de la productivité du travail et donc des salaires réels. Grâce à une politique conjoncturelle exceptionnelle, l'économie suisse s'est relativement bien maintenue durant une des plus graves crises financières. L'évolution depuis 2008 peut donner l'impression trempeuse que les réformes structurelles ne sont pas nécessaires pour améliorer le bien-être économique et social. Or la politique conjoncturelle ne peut pas assurer notre prospérité à long terme. Les objectifs poursuivis dans les précédentes politiques de croissance doivent donc être maintenus.

Suivi de la politique de croissance dans le paquet 2012-2015

Le nouveau paquet de croissance reprend pour cette raison certaines des propositions formulées de la politique de croissance 2008-2011:

- La redevance routière (*road pricing*) devrait être remplacée par une tarification générale de la mobilité (*mobility pricing*) couvrant toutes les formes de mobilité dans l'ensemble du pays;

- Les futures révisions de l'AVS devront veiller à garantir le financement à long terme de cette assurance sociale;

- Dans le cadre de la poursuite de la politique agricole, un rapport décrira la perspective 2020 pour l'économie agricole et alimentaire. Les mesures qui en découleront devront contribuer aux objectifs fixés de croissance.

Sur les autres thèmes les efforts du Conseil fédéral seront poursuivis:

- Le Parlement reste invité à unifier le taux d'imposition de la TVA et à supprimer les exemptions fiscales dans le cadre de ses futures délibérations;

- Le Conseil fédéral évaluera l'impact du maintien du monopole de la Poste pour les lettres de moins de 50gr;

- Suite à l'accord sur les marchés publics à l'OMC le 30 mars dernier, une base légale internationale obligera d'harmoniser largement les conditions-cadres sur les marchés publics;

- Le Conseil fédéral reste convaincu qu'un accord multilatéral sur le commerce reste la meilleure mesure pour relancer la croissance mondiale et s'engagera en conséquence;

- Des consultations sur le développement des infrastructures ferroviaires et sur les goulets d'étranglement sur le réseau des routes nationales ont eu lieu. La mise en application doit encore suivre, avec le financement concomitant.

Tableau synoptique sur l'état d'avancement de la politique de croissance 2008-2011

Mesure	Etat	Délai	Contenu
1. Entraves techniques au commerce (+++)	Achevé	Ok	Ok
2. Révision de la loi fédérale sur les marchés publics (+)	Un déblocage à l'OMC permettrait de redémarrer la révision	Très significatif	Soutien de la part des cantons en suspens
3. Poursuite de la politique agricole après 2012 (+)	Budget 2012-2013 adopté + message PA 2014-2017 en 2012	Ok	Ok
4. Ouverture du marché postal et garantie du service universel (+)	Achevé	Peu significatif	Maintien d'un monopole
5. Stratégie fédérale en matière d'infrastructure (++)	Adopté par le Conseil fédéral	Significatif	Ok
6. Conditions pour des essais de péage routier (+)	Sorti du programme de croissance 2008-2011	Repoussé après 2011	Indéterminé
7. Réformes des chemins de fer et des transports publics régionaux (+)	Achevé	Ok	Les appels d'offre comme règle pour le rail sont mis en question
8. Réforme de la TVA (+++)	Retour au CF	Ok	Echec du taux unique
9. Examen des tâches de la Confédération (?)	Gros projets dans l'Administration Rejet des PAB	Ok	Ok
10. Révision du droit des faillites (+)	Parlement	Peu significatif	Ok, certains problèmes seront traités plus tard
11. Cyberadministration (+)	Largement dans l'administration	Ok	Ok
12. Allègement administratif (+)	Largement dans l'administration	Ok	Ok
13. Accord de libre circulation (+++)	Achevé	Ok	Ok
14. Adaptation au vieillissement démographique (+++)	12ème révision dans l'Administration	Ok	Echec de la 11ème révision
15. Loi fédérale et coordination pour les hautes écoles(+++)	Achevé	Peu significatif	Ok, le critère d'excellence doit être respecté

16. Nouvelle politique de formation continue (+)	Préparation d'un message	Très significatif	Ok
17-20. Agenda de politique économique extérieure (+++)	Progrès notables sur le plan des ALE		
21. Too big to fail	Achevé	Ok	Ok

+++ = impact très important, ++ = impact important, + = impact significatif, ? = impact à évaluer